

Que savons-nous des travailleurs sociaux ? Un débat à plusieurs voix
What do we know about social workers? A debate with several participants...
¿Qué sabemos sobre los trabajadores sociales? Un debate a varias voces

Michel Vuille

Numéro 7 (47), printemps 1982

Travailler le social

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035014ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035014ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vuille, M. (1982). Que savons-nous des travailleurs sociaux ? Un débat à plusieurs voix. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (7), 97–101.

<https://doi.org/10.7202/1035014ar>

Résumé de l'article

Cet article est le résultat et la synthèse d'un débat que le comité de rédaction suisse a eu avec des invités autour des 3 contributions de Troutot, Sauvin et Dind. Il est « réactif » et révèle donc plus les lacunes et fixe les limites qu'il n'esquisse des pistes ou des positions nouvelles. Il reprend des thèmes tels que l'idéologie et le malaise des travailleurs sociaux, classes sociales et travail social, discours et changements.

L'auteur y ajoute sa note personnelle, et fait des remarques au sujet du changement d'attitude des travailleurs sociaux face à leur travail : « À l'inverse des « pionniers » qui se sont engagés « jusqu'au cou » (...) les nouveaux travailleurs optent plus volontiers pour le temps partiel, pour des changements de postes fréquents, etc. »

Que savons-nous des travailleurs sociaux ?

Un débat à plusieurs voix

M. Vuille

L'option « recherche-action » de la RIAC implique que les problèmes soient traités au niveau des « collines » : à l'altitude moyenne où se fait idéalement le lien entre la théorie et la pratique. Mais ce n'est pas simple, parce qu'en l'occurrence, au-delà du paysage « travail social » que chacun souhaite esquisser ou dessiner selon sa perception propre, le respect de l'option nous oblige à y regarder de plus près, à nous intéresser en priorité aux travailleurs sociaux, à ne pas sous-estimer la diversité de leurs positions et de leurs situations spécifiques... P.-Y. Troutot, A. Sauvin et D. Dind sont familiers du travail social, ils connaissent le champ social genevois et suisse romand de l'intérieur, mais ils ont aussi fait le choix d'en sortir totalement ou partiellement, pour devenir formateur ou chercheur. Cela ne manque donc pas de conditionner leur vision des choses ! Ils ont rédigé un article chacun pour ce numéro consacré au travail social ; à travers ces textes, ils se parlent, ils se répondent : ils visent ainsi à être complémentaires ! Un débat a été organisé autour de ces trois contributions : y ont participé — en plus des membres du comité RIAC — Valérie Schmutz, assistante sociale à la Fondation pour la vieillesse à Genève et membre de la CRT (Confédération romande du travail) et Jean-Marc Dénervaud, permanent romand de ce syndicat, à Genève. Ces deux invités nous ont communiqué leurs réactions face aux trois textes, ils ont joué le jeu de les critiquer en tant que tels après en avoir fait une lecture attentive — le laps de temps dont ils disposaient « pour se préparer » ne

permettait ni une analyse de contenu approfondie, ni qu'ils puissent livrer leurs propres idées sur le travail social. Nous les remercions vivement d'avoir pris part à ce débat et d'y avoir apporté une foule d'idées et de critiques intéressantes !

Le présent article reprend et met en forme les temps forts et les éléments centraux de la discussion : il est « réactif », il révèle donc plus les lacunes et fixe les limites qu'il n'esquisse des pistes ou des positions nouvelles.

Des textes et un schéma

Un schéma fixe par définition les caractères essentiels d'une situation ou d'un phénomène. Même s'il schématise les positionnements et les modèles professionnels des travailleurs sociaux, Troutot refuse en fait que le lecteur de son texte adopte un point de vue schématique et statique pour saisir la problématisation qu'il fait de la situation actuelle du travail social en Suisse romande. Son article pris dans son ensemble — ainsi qu'en partie ceux de Sauvin et de Dind — contribue d'ailleurs à éclairer, à nuancer et à dynamiser les images figées que le schéma présente. Le débat a montré néanmoins qu'il peut exister de grandes différences d'appréciation sur les significations possibles, sur les pouvoirs et les limites (dans le sens de la compréhension, de l'explication, de la stimulation à l'action) d'une telle schématisation.

L'auteur a précisé que son modèle possède une double face, qu'il est carrefour en même temps qu'étape :

- *carrefour*, parce qu'il le produit comme une synthèse de la plupart des écrits publiés sur le travail social au cours de ces dernières années ;
- *étape*, parce que les travailleurs sociaux peuvent, à partir de lui, prendre conscience de leur propre positionnement et des modèles auxquels ils se réfèrent dans leurs pratiques. Cette prise de conscience pourrait alors les inciter soit à affirmer leur position, soit à vouloir modifier leur situation.

Trois critiques centrales pointent cependant les limites du schéma :

- 1) pour bien comprendre la logique du diagramme (la partition des espaces opérée par l'intersection des axes et l'articulation entre les quatre cases), le lecteur devrait en savoir davantage a) sur les théories à l'origine de la construction du modèle, b) sur le mode d'emploi du schéma dans le cadre d'une pratique quotidienne, c) sur les théorisations nouvelles auxquelles cette typologie pourrait ouvrir la voie.
- 2) les textes valorisent plus ou moins explicitement l'identité qui se construit dans l'action et à travers la solidarité socio-politiques ; il s'ensuit que le lecteur pourrait être tenté, à partir des mêmes prémisses, de valoriser les espaces « médiateur-convivial » et « salarié-militant » ; or ce serait diminuer la portée analytique du schéma qui — sans que Troutot développe cet aspect des choses — montre aussi que la dimension socio-politique traverse les espaces « technicien » et « fonctionnaire ».
- 3) le modèle est une construction idéaltypique. Il est par conséquent a-historique (en ce sens qu'il ne met pas en évidence la période d'émergence de tel ou tel type) et non diachronique (en ce sens qu'il ne renvoie pas à des carrières professionnelles qui à tel ou tel moment du cursus privilégieraient tel ou tel positionnement : de la formation de base à la retraite via diverses mobilités professionnelles et via diverses formations continues).

Idéologie et malaise

L'impuissance des travailleurs sociaux est une trame sur laquelle la chaîne des trois articles est tissée. Tous

trois sont en effet traversés par les idées de crise, de malaise, de doute, de morosité, de perte, de déclin, de dégradation, etc.

Qu'est-ce à dire ?

Cette question rhétorique renvoie à l'évidence en priorité à la vision que les auteurs des textes ont du travail social et secondairement aux représentations que les gens « du terrain » produisent sur leur propre situation. Des lieux d'où ils parlent, Troutot, Sauvin et Dind valorisent en fait les *aspects idéologiques et socio-politiques* qu'ils perçoivent et contribuent à faire exister dans le champ social. Ils souhaitent « dé-neutraliser » le travail social et ils montrent au moins deux voies pour réaliser cette attente : la première vise le développement commautaire et les lieux de prise en charge alternatifs des déviants et des inadaptés ; la seconde vise les activités militantes et syndicales.

L'un des enjeux que véhicule cette manière de voir le travail social, c'est finalement *la recherche d'une cohérence* (d'une éthique ? d'un humanisme ?) qui devrait déboucher sur *l'harmonisation des pratiques individuelles et des pratiques collectives*. L'aspiration à cette cohérence s'exprime certes d'abord dans le schéma de Troutot, mais elle n'est pas absente des textes de Sauvin et de Dind. Je fais l'hypothèse que l'appartenance et la référence de ces trois auteurs à un syndicat (CRT) qui vise à intégrer dans ses programmes de lutte plus que les revendications syndicales traditionnelles et souvent exclusivement quantitatives (finalités et contenus du travail et du mode de vie des travailleurs) a des effets directs sur leur mode de construction de la réalité du travail social.

Le discours idéologique (comme d'ailleurs le discours théorique) paie évidemment son tribut à la cohérence en faisant écran à la diversité, à la multiplicité, à l'incohérence, au désordre et aux contradictions des situations concrètes.

Et si l'idéologique est prédominant, c'est que l'analyse manque de bases matérielles !

C'est à mon sens cette critique d'une *position idéaliste* que les invités de la RIAC ont — lors du débat — mis au premier plan de leur évaluation des textes. Ils ont en effet trouvé paradoxal que des gens issus du travail social ou qui y participent encore aujourd'hui de très près n'aient pas écrit à partir de leurs pratiques (pour deux d'entre eux à partir de leurs quinze ans de pratique !). Ils ont regretté aussi que la dimension idéologique et subjective (valorisée dans les trois contributions)

ait éclipsé une démarche inductive et descriptive de la situation des travailleurs sociaux. Tout se passe effectivement comme si la division du travail qui sépare dans nos sociétés ceux qui pratiquent et ceux qui théorisent avait agi de la même manière ici : d'un côté, les auteurs sont réticents à analyser leur propre expérience, d'un autre côté, ils théorisent sur les pratiques des travailleurs sociaux *en faisant l'économie d'une description des situations concrètes et spécifiques dans lesquelles ces professionnels sont engagés journallement*. La « matérialité des faits » ne contredirait d'ailleurs pas nécessairement les thèses avancées (par exemple celle du malaise que ressentent aujourd'hui les travailleurs sociaux), mais elle permettrait assurément de placer quelques notes « free » là où la ligne mélodique apparaît comme une suite d'accords parfaits — elle faciliterait peut-être même l'éclosion d'un contre-chant !

Classes sociales et travail social

La mise en perspective socio-politique des problèmes répond à une exigence qu'appellent la position syndicale aussi bien que l'option recherche-action de la RIAC. Les trois auteurs abordent donc la question de l'articulation du travail social avec les classes sociales (et avec l'État). On trouve dans les textes deux ou trois slogans ritualisés et rassurants du genre : « les travailleurs sociaux sont appelés à prendre une position de lutte syndicale et à l'inscrire dans la lutte générale menée par le mouvement ouvrier pour une société différente ». Indépendamment du fait qu'une telle affirmation repose sur un éventail de présupposés dont certains sont discutables, elle révèle en tout cas le caractère projectif ou mythique de certaines thèses qui oscillent entre le constat et l'attente normative.

Ces positions idéologiques sur le rôle des travailleurs sociaux dans la lutte des classes renvoient, à l'autre extrême, aux théories déjà vieilles du contrôle social. Les auteurs ne s'attachent pas assez à préciser le rôle *qu'en tant que classe sociale* la nouvelle classe moyenne joue dans une société tertiaisée (comme l'est la société genevoise de 1982) sous l'angle de l'accès à la richesse, au prestige et au pouvoir, bref sous l'angle de *la redistribution de la plus-value économique et sociale*. Avec d'autres catégories socio-professionnelles, les travailleurs sociaux ne constituent-ils pas en définitive — en

tant que semi-privilegiés — un obstacle supplémentaire dans la lutte contre les inégalités ?

Parler dès lors de *prolétarianisation des travailleurs sociaux* (cf. Dind) revient à n'éclairer qu'un aspect de la situation du travail social : celui de son rapport de dépendance face aux pouvoirs établis (l'économique, le médical, le scientifique, le politique, le juridique et l'administratif) et à laisser dans l'ombre son rapport asymétrique (dans l'autre sens) aux usagers des services sociaux et aux nouveaux prolétaires et sous-prolétaires.

Comment expliquer ce biais qui réduit le bien-fondé de l'analyse proposée ?

D'une part, il existe peu d'études globales sur les rôles que jouent *les nouvelles classes moyennes* dans nos sociétés ; d'autre part, Troutot, Sauvin et Dind n'arrivent pas à se défaire d'une forme de corporatisme ! Cela signifie qu'ils adoptent *le point de vue de l'élite des travailleurs sociaux* (essentiellement des assistants sociaux, des éducateurs spécialisés et des animateurs socio-culturels qualifiés) en oubliant par conséquent tous ceux qui dans le secteur social « font tourner la machine organisationnelle » et sont engagés dans les tâches les moins nobles et les moins gratifiantes : le personnel hospitalier sans grade (les « torche-culs »), le personnel de maison et de maintenance des locaux dans les grandes organisations de prise en charge des gens (notamment dans le secteur de l'éducation spécialisée et dans les établissements médico-sociaux). Avec les secrétaires et les auxiliaires de tous genres, ce sont eux les professionnels-prolétaires du social !

Deux remarques encore au sujet de la politique sociale :

- les partis et les organisations politiques, de même que les associations de toute nature, s'estiment « propriétaires » du social et contestent aux professionnels le droit d'intervenir à ce niveau ; dès lors, on tient pour une quasi-obscénité que le travailleur social « sorte » de sa relation aux cas sociaux pour agir sur le plan de la gestion du social (management) et des options en matière de politique sociale ; le décloisonnement ici aussi est difficile à réaliser...
- on doit s'interroger sur les raisons qui poussent les politiciens du social à fournir « plus du même » à ceux qui sont victimes de handicaps ou qui sont inadaptés : il n'est pas sûr en effet que ceux qui ont moins de ressources ou de possibilités pour se tirer d'affaire que d'autres s'en tireront mieux si on aug-

mente par exemple constamment le nombre des professionnels chargés de leur venir en aide... L'imagination au pouvoir devrait donner naissance à des micro-politiques, elle ne concerne donc pas que les autorités et les décideurs...

Discours et changement

Une question lancinante : qu'est-ce qui a changé, qu'est-ce qui est en train de changer dans le champ social ? Plus précisément : les discours tenus ici sur le social sont-ils « en avance ou en retard d'une analyse » ? Il n'est pas facile de répondre à une telle interrogation, par ailleurs fort pertinente... D'abord, parce que les auteurs des trois textes ne peuvent pas aborder tous les problèmes à la fois (choix délibéré qu'ils font de retenir certains thèmes à l'exclusion d'autres possibles) ; ensuite, parce que leurs informations sur le social (aussi riches soient-elles) ne peuvent prétendre ni à l'exhaustivité, ni à être toutes issues de la dernière actualité.

Les participants au débat ont mis en évidence et déploré quelques lacunes importantes dans l'appréciation de la situation :

- traiter le thème « prolétarianisation du travail social » impliquerait une analyse de *l'industrialisation du social* et une étude conjointe de *la motivation actuelle au choix des professions sociales* ; les candidats aux écoles sociales sont nombreux à se présenter au portillon : choisissent-ils cette filière parce qu'ils en attendent une *promotion* ? parce qu'ils voient dans le travail social un *instrument* capable de subvertir l'ordre dominant de la société post-industrielle ?
- les motivations au changement que développent des futurs travailleurs sociaux sur un plan individuel ne sont-elles pas pour une grande part bloquées, détournées ou récupérées par les exigences « professionnelles » des plans de formation ?
- une image négative de la société technocratisée est largement répandue ; elle est implicitement reprise par Troutot, Sauvin et Dind qui, d'une part, ne font pas mention de *la technique* comme « potentiel de libération » pour autant que les moyens techniques soient gérés collectivement et qui, d'autre part, perçoivent probablement l'investissement dans certaines techniques (thérapie de famille, groupes de

communication, etc.) comme un repli, comme un indicateur de la démobilisation des travailleurs sociaux.

- les prises en charge parallèles sont présentées comme des stratégies de dépassement de l'emprise grandissante des services de l'État sur la vie quotidienne en particulier des populations défavorisées ; il est dommage que *la critique des démarches alternatives* n'apparaisse pas dans le texte de Sauvin. On peut se demander en effet si certains agents de l'État n'ont pas rapidement compris l'intérêt pour la classe dirigeante de laisser se développer — voire de soutenir financièrement — ces lieux de « pratiques à la marge », soit parce qu'en s'institutionnalisant (dans les formes qui leur sont propres) ils constituent de nouveaux maillons dans la chaîne des services parapublics, soit parce qu'en s'autonomisant entièrement (par exemple les centres autonomes gérés par les jeunes marginaux eux-mêmes) ils deviennent rapidement des points de fixation visibles de divers problèmes (drogue, délinquance, violence, etc.).

L'insistance à souligner *l'impuissance et le malaise* prétendument ressentis par les travailleurs sociaux au début des années 80 a suscité cette question : rien n'a-t-il changé depuis 1972, date à laquelle a débuté à Genève une formation continue sur le développement communautaire — formation suivie par plusieurs membres du comité RIAC suisse ?

Un livre ne suffirait probablement pas pour répondre à cette question... Mais, puisque un aspect de l'évolution récente de *l'esprit dans lequel des travailleurs sociaux envisagent de plus en plus leur rapport au travail* a été proposé, je tiens à y faire référence. Beaucoup de travailleurs sociaux admettent désormais que *le style de vie prime sur l'action*, que le fait de rester marginal compte plus que le service dans lequel on travaille, que la maîtrise de son emploi du temps en général importe davantage que l'utilisation du temps de travail. Il est frappant de constater avec des « permanents » d'un centre marginal de même qu'avec des étudiants, que le souci de bien vivre, hors de l'éthique protestante du travail, prime sur l'engagement professionnel. On ne peut nier qu'il s'agit là d'un *phénomène culturel non négligeable* qui ouvre la typologie de Troutot. À l'inverse des pionniers (professionnels ou militants) qui se sont engagés « jusqu'au cou » dans ce qu'ils entreprenaient, les « nouveaux travailleurs » optent pour le temps

partiel, pour des changements de poste fréquents, pour un investissement prioritaire dans des activités parallèles (avant tout culturelles).

L'insistance à souligner l'impuissance et le malaise des travailleurs sociaux comme on le fait ici n'est-il pas finalement un écran qui masque une autre lecture possible de l'impuissance et du malaise ressenti par les praticiens, à savoir *les difficultés et les échecs* rencontrés dans la pratique de la profession ?

Car en effet si on n'analyse pas les obstacles, les conflits et les problèmes que les travailleurs sociaux ont

à affronter dans leurs activités quotidiennes (tous éléments qui peuvent d'ailleurs être des moteurs au changement !), on risque soit de prêter trop d'attention aux discours qui situent le malaise aux niveaux de l'État, des pouvoirs établis, des professions libérales ou de la société en général, soit encore de projeter ses propres malaises dans la situation.

Michel Vuille
Service de la recherche sociologique
Département de l'instruction publique
Genève

contradictions

SOMMAIRE DU N° QUEL TRAVAIL SOCIAL ?

N° 29, SEPTEMBRE 1981

Jean-Louis DUPONT	<i>Les fonctions idéologiques du Travail Social.</i>	3
Michel AUTÈS	<i>Travail Social et pauvreté.</i>	21
Luc CARTON et Paul GRELL	<i>L'organisation de la pauvreté comme enjeu local à Bruxelles: le rôle du Comité Général d'Action des Marolles.</i>	39
Frederik MISPELBLOM	<i>Pistes pour pratiques silencieuses: ébauches d'une méthodologie d'analyse-intervention "socio-historique" en T.S. individuel.</i>	71
Joseph NOEL et Bernard FRANCO	<i>C.P.A.S., C.P.A.S., un service public au service de qui ?</i>	101
Maritza IVANOVIC et Myriam SOMMER	<i>Les résultats d'une expérience de collaboration entre des chercheurs et des militants retraités.</i>	125
Dominique DUPREZ	<i>Sociologie active et contradictions sociales. Le logement des sous-prolétaires à Lille-Moulins.</i>	137

CONTRADICTIONS — Boulevard de souverain 140 - Bte 68,
1170 Bruxelles. En Belgique, cc. 001-0710071-10 de
Contradictions ASBL. En France, compte n° 742.728 Q de
Contradictions ASBL au Crédit Lyonnais, Paris, Agence
U 421.